



DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri (FRATTINI)

di concerto con il Ministro dell'interno (MARONI)

con il Ministro della difesa (LA RUSSA)

e con il Ministro del lavoro, della salute e delle politiche sociali (SACCONI)

(V. Stampato Camera n. 1628)

approvato dalla Camera dei deputati il 24 settembre 2008

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 25 settembre 2008*

Ratifica ed esecuzione del Protocollo Aggiuntivo alle Convenzioni di Ginevra del 12 agosto 1949, relativo all'adozione di un emblema aggiuntivo (Protocollo III), fatto a Ginevra l'8 dicembre 2005

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

(Autorizzazione alla ratifica)

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo Aggiuntivo alle Convenzioni di Ginevra del 12 agosto 1949, relativo all'adozione di un emblema aggiuntivo (Protocollo III), fatto a Ginevra l'8 dicembre 2005.

Art. 2.

(Ordine di esecuzione)

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 11 del Protocollo stesso.

Art. 3.

(Entrata in vigore)

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Protocole additionnel
aux Conventions de Genève du 12 août 1949
relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel

(Protocole III)

Genève, 8 décembre 2005

Protocole additionnel
aux Conventions de Genève du 12 août 1949
relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel

(Protocole III)

Préambule

Les Hautes Parties contractantes,

(PP1) *Réaffirmant* les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 (en particulier les articles 26, 38, 42 et 44 de la I^{re} Convention de Genève) et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (en particulier les articles 18 et 38 du Protocole additionnel I et l'article 12 du Protocole additionnel II), concernant l'utilisation des signes distinctifs ;

(PP2) *Souhaitant* compléter les dispositions mentionnées ci-dessus afin de renforcer leur valeur protectrice et leur caractère universel ;

(PP3) *Notant* que le présent Protocole ne porte pas atteinte au droit reconnu des Hautes Parties contractantes de continuer à utiliser les emblèmes qu'elles utilisent conformément aux obligations qui leur incombent en vertu des Conventions de Genève et, le cas échéant, de leurs Protocoles additionnels ;

(PP4) *Rappelant* que l'obligation de respecter les personnes et les biens protégés par les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels découle de la protection que leur accorde le droit international et ne dépend pas de l'utilisation des emblèmes, des signes ou des signaux distinctifs ;

(PP5) *Soulignant* que les signes distinctifs ne sont pas censés avoir de signification religieuse, ethnique, raciale, régionale ou politique ;

(PP6) *Insistant* sur la nécessité de garantir le plein respect des obligations liées aux signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et, le cas échéant, dans leurs Protocoles additionnels ;

(PP7) *Rappelant* que l'article 44 de la I^{re} Convention de Genève établit la distinction entre l'usage protecteur et l'usage indicatif des signes distinctifs ;

(PP8) *Rappelant en outre* que les Sociétés nationales qui entreprennent des activités sur le territoire d'un autre État doivent s'assurer que les emblèmes qu'elles prévoient d'utiliser dans le cadre de ces activités peuvent être utilisés dans le pays où se déroulent ces activités ainsi que dans le ou les pays de transit ;

(PP9) *Reconnaissant* les difficultés que l'utilisation des signes distinctifs existants peut poser à certains États et à certaines Sociétés nationales ;

(PP10) *Notant* la détermination du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de conserver leurs noms et leurs signes distinctifs actuels ;

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier - Respect et champ d'application du présent Protocole

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter le présent Protocole en toutes circonstances.
2. Le présent Protocole réaffirme et complète les dispositions des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (ci-après « les Conventions de Genève ») et, le cas échéant, de leurs deux Protocoles additionnels du 8 juin 1977 (ci-après « les Protocoles additionnels de 1977 ») relatives aux signes distinctifs, à savoir la croix rouge, le croissant rouge et le lion et soleil rouge, et s'applique dans les mêmes situations que celles auxquelles il est fait référence dans ces dispositions.

Article 2 - Signes distinctifs

1. Le présent Protocole reconnaît un signe distinctif additionnel en plus des signes distinctifs des Conventions de Genève et aux mêmes fins. Les signes distinctifs ont le même statut.
2. Ce signe distinctif additionnel, composé d'un cadre rouge, ayant la forme d'un carré posé sur la pointe, sur fond blanc, est conforme à l'illustration figurant dans l'annexe au présent Protocole. Dans ce Protocole, il est fait référence à ce signe distinctif en tant qu'« emblème du troisième Protocole ».
3. Les conditions d'utilisation et de respect de l'emblème du troisième Protocole sont identiques à celles établies pour les signes distinctifs par les Conventions de Genève et, le cas échéant, par leurs Protocoles additionnels de 1977.
4. Les services sanitaires et le personnel religieux des forces armées des Hautes Parties contractantes pourront, sans porter atteinte à leurs emblèmes actuels, utiliser à titre temporaire tout signe distinctif mentionné dans le paragraphe 1 du présent article, si cette utilisation est susceptible de renforcer leur protection.

Article 3 - Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole

1. Les Sociétés nationales des Hautes Parties contractantes qui décideront d'utiliser l'emblème du troisième Protocole pourront, lorsqu'elles utiliseront cet emblème conformément à la législation nationale pertinente, choisir d'y incorporer, à titre indicatif :
 - a) un signe distinctif reconnu par les Conventions de Genève ou une combinaison de ces emblèmes, ou
 - b) un autre emblème qu'une Haute Partie contractante a effectivement utilisé et qui a fait l'objet d'une communication aux autres Hautes Parties contractantes et au Comité international de la Croix-Rouge par l'intermédiaire du dépositaire avant l'adoption du présent Protocole.

L'incorporation devra être réalisée conformément à l'illustration présentée dans l'annexe au présent Protocole.

2. Une Société nationale qui choisit d'incorporer à l'intérieur de l'emblème du troisième Protocole un autre emblème, conformément au paragraphe 1 du présent article, peut, en conformité avec la législation nationale, utiliser la dénomination de cet emblème et arborer cet emblème sur son territoire national.
3. Les Sociétés nationales peuvent, en conformité avec leur législation nationale et dans des circonstances exceptionnelles, et pour faciliter leur travail, utiliser à titre temporaire le signe distinctif mentionné à l'article 2 du présent Protocole.
4. Le présent article n'affecte pas le statut juridique des signes distinctifs reconnus dans les Conventions de Genève et dans le présent Protocole ; il n'affecte pas non plus le statut juridique de tout emblème particulier lorsque celui-ci est incorporé à titre indicatif conformément au paragraphe 1 du présent article.

Article 4 - Comité international de la Croix-Rouge et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que leur personnel dûment autorisé, pourront, dans des circonstances exceptionnelles et pour faciliter leur travail, faire usage du signe distinctif mentionné à l'article 2 du présent Protocole.

Article 5 - Missions placées sous les auspices des Nations Unies

Les services sanitaires et le personnel religieux participant à des opérations placées sous les auspices des Nations Unies peuvent, avec l'accord des États participants, utiliser l'un des signes distinctifs mentionnés aux articles 1^{er} et 2.

Article 6 - Prévention et répression des abus

1. Les dispositions des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977 qui régissent la prévention et la répression des usages abusifs des signes distinctifs s'appliqueront de façon identique à l'emblème du troisième Protocole. En particulier, les Hautes Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer, en tout temps, tout abus des signes distinctifs mentionnés dans les articles 1^{er} et 2 et de leur dénomination, y compris leur usage perfide et l'utilisation de tout signe ou dénomination qui en constitue une imitation.
2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, les Hautes Parties contractantes pourront autoriser les usagers antérieurs de l'emblème du troisième Protocole, ou de tout signe qui en constitue une imitation, à poursuivre un tel usage, pour autant que cet usage ne puisse apparaître, en temps de conflit armé, comme visant à conférer la protection des Conventions de Genève et, le cas échéant, des Protocoles additionnels de 1977, et pour autant que les droits autorisant cet usage aient été acquis avant l'adoption du présent Protocole.

Article 7 - Diffusion

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en temps de paix comme en temps de conflit armé, à diffuser le présent Protocole le plus largement possible dans leurs pays respectifs et, en particulier, à en inclure l'étude dans les programmes d'instruction militaire et à en encourager l'étude par la population civile, de sorte que cet instrument puisse être connu des forces armées et de la population civile.

Article 8 - Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions de Genève le jour même de son adoption et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 9 - Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels de 1977.

Article 10 - Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions de Genève non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 11 - Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions de Genève qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 12 - Rapports conventionnels dès l'entrée en vigueur du présent Protocole

1. Lorsque les Parties aux Conventions de Genève sont également Parties au présent Protocole, les Conventions s'appliquent telles qu'elles sont complétées par le présent Protocole.
2. Si l'une des Parties au conflit n'est pas liée par le présent Protocole, les Parties au présent Protocole resteront néanmoins liées par celui-ci dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par le présent Protocole envers ladite Partie, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 13 - Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, signataires ou non du présent Protocole.

Article 14 - Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets qu'une année après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration de cette année, la Partie dénonçante se trouve dans une situation de conflit armé ou d'occupation, l'effet de la dénonciation demeurera suspendu jusqu'à la fin du conflit armé ou de l'occupation.
2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire, qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.
3. La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de la Partie dénonçante.
4. Aucune dénonciation notifiée aux termes du paragraphe 1 n'aura d'effet sur les obligations déjà contractées du fait du conflit armé ou de l'occupation au titre du présent Protocole par la Partie dénonçante pour tout acte commis avant que ladite dénonciation devienne effective.

Article 15 - Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions de Genève, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 8, 9 et 10 ;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 11, dans les 10 jours suivant l'entrée en vigueur ;
- c) des communications reçues conformément à l'article 13 ;
- d) des dénonciations notifiées conformément à l'article 14.

Article 16 - Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le dépositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Le dépositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 17 - Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du dépositaire, qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions de Genève.

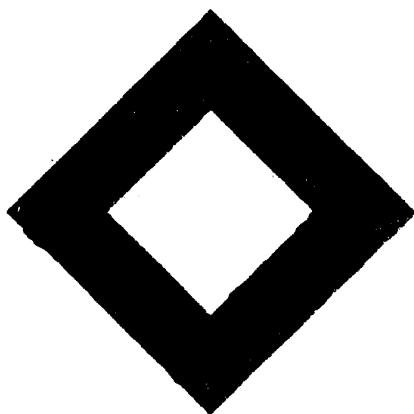
* * * * *

ANNEXE

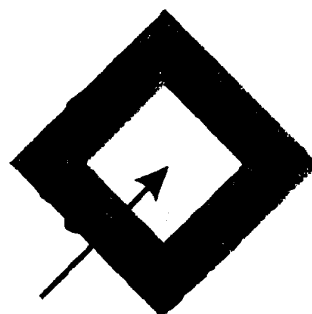
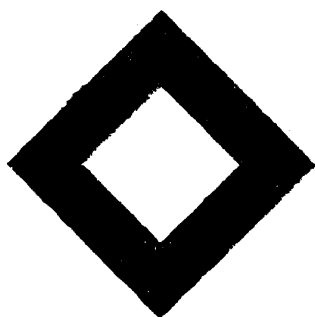
EMBLÈME DU TROISIÈME PROTOCOLE

(Article 2, paragraphe 2, et article 3, paragraphe 1, du Protocole)

Article premier - Signe distinctif



Article 2 - Usage indicatif de l'emblème du troisième Protocole




Incorporation
selon l'art. 3

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme des textes originaux français, anglais et espagnol du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), qui a été adopté à Genève le 8 décembre 2005 et sera déposé dans les Archives de la Confédération suisse.

Berne, le 4 janvier 2006

DEPARTEMENT FEDERAL
DES AFFAIRES ETRANGERES
p.o.



Stephan Michel
Chef de la Section
des traités internationaux

PER COPIA CONFORME

FEB 2007

Mercuri



TRADUZIONE NON UFFICIALE

Protocollo aggiuntivo alle Convenzioni di Ginevra del 12 agosto 1949, relativo all'adozione di un emblema aggiuntivo (Protocollo III), fatto a Ginevra l'8 dicembre 2005

Preambolo

Le Alte Parti Contraenti,

(PP1) *Nel ribadire* le disposizioni delle Convenzioni di Ginevra del 12 agosto 1949 (in particolare gli articoli 26, 38, 42 e 44 della I Convenzione di Ginevra) e, nella fattispecie, dei relativi Protocolli aggiuntivi dell'8 giugno 1977 (in particolare gli articoli 18 e 38 del Protocollo aggiuntivo I e l'articolo 12 del Protocollo aggiuntivo II), riguardanti l'uso di emblemi;

(PP2) *Desiderose* di integrare le disposizioni summenzionate al fine di rafforzarne il valore protettivo ed il carattere universale;

(PP3) *Osservando* che il presente Protocollo non pregiudica il diritto riconosciuto delle Alte Parti contraenti di continuare ad utilizzare gli emblemi attuali conformemente agli obblighi previsti dalle Convenzioni di Ginevra e, nella fattispecie, dai relativi Protocolli aggiuntivi;

(PP4) *Ricordando* che l'obbligo di rispettare le persone ed i beni protetti dalle Convenzioni di Ginevra e dai relativi Protocolli aggiuntivi deriva dalla tutela di cui essi godono ai sensi del diritto internazionale e non dipende dall'utilizzo di emblemi, simboli o segnali di riconoscimento;

(PP5) *Sottolineando* che gli emblemi non intendono avere un significato religioso, etnico, razziale, regionale o politico;

(PP6) *Insistendo* sulla necessità di garantire il pieno rispetto degli obblighi relativi agli emblemi riconosciuti dalle Convenzioni di Ginevra e, nella fattispecie, dai relativi Protocolli aggiuntivi;

(PP7) *Ricordando* che l'articolo 44 della I Convenzione di Ginevra stabilisce la distinzione tra l'uso a scopo protettivo e l'uso a scopo indicativo degli emblemi;

(PP8) *Ricordando inoltre* che le Società nazionali che intraprendano delle attività sul territorio di un altro Stato devono assicurarsi che l'uso degli emblemi che esse intendono impiegare in tale ambito sia consentito nel paese in cui si esplicano dette attività, nonché nel o nei paesi di transito;

(PP9) *Riconoscendo* le difficoltà che l'uso degli emblemi esistenti può porre ad alcuni Stati e ad alcune Società nazionali;

(PP10) *Prendendo atto* della determinazione del Comitato Internazionale della Croce Rossa, della Federazione Internazionale delle Società della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa e del Movimento Internazionale della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa di mantenere i rispettivi appellativi ed emblemi attuali;

Hanno concordato quanto segue:

Articolo primo - Rispetto e campo di applicazione del presente Protocollo

1. Le Alte Parti contraenti si impegnano a rispettare e a fare rispettare il presente Protocollo in qualunque circostanza.

2. Il presente Protocollo ribadisce ed integra le disposizioni delle quattro Convenzioni di Ginevra del 12 agosto 1949 (qui di seguito denominate "le Convenzioni di Ginevra") e, nella fattispecie, dei due Protocolli aggiuntivi dell'8 giugno 1977 (qui di seguito denominati "i Protocolli aggiuntivi del 1977") relativi agli emblemi di riconoscimento, nella fattispecie la Croce rossa, la Mezzaluna rossa e il Leone e il Sole rosso, e si applica nelle stesse situazioni contemplate da tali disposizioni.

Articolo 2 - Emblemi di riconoscimento

1. Il presente Protocollo riconosce un emblema di riconoscimento aggiuntivo rispetto agli emblemi delle Convenzioni di Ginevra e avente gli stessi scopi. Tutti gli emblemi di riconoscimento godranno del medesimo status.
2. Detto emblema aggiuntivo, composto da un riquadro rosso di forma quadrata poggiato su una punta, su sfondo bianco, è conforme all'immagine inserita all'allegato del presente Protocollo. Nel presente Protocollo tale emblema è denominato "emblema del terzo Protocollo".
3. Le condizioni di utilizzo e di rispetto dell'emblema del terzo Protocollo sono identiche a quelle previste per gli emblemi stabiliti dalle Convenzioni di Ginevra e, nella fattispecie, dai rispettivi Protocolli aggiuntivi del 1977.
4. Il personale medico e religioso degli eserciti delle Alte Parti contraenti potrà, senza pregiudicare gli emblemi attualmente utilizzati, ricorrere a titolo temporaneo a uno qualunque degli emblemi di cui al paragrafo 1 del presente articolo, laddove detto utilizzo sia in grado di accrescerne la protezione.

Articolo 3 - Uso indicativo dell'emblema del terzo Protocollo

1. Le Società nazionali delle Alte Parti contraenti che decideranno di utilizzare l'emblema del terzo Protocollo potranno, quando utilizzeranno detto emblema conformemente alla legislazione nazionale pertinente, scegliere di incorporarvi, a titolo indicativo:
 - a) un emblema riconosciuto dalle Convenzioni di Ginevra o una combinazione di tali emblemi, o
 - b) un emblema diverso che sia già stato utilizzato da un'Alta Parte contraente e che sia stato oggetto di una comunicazione alle altre Alte Parti contraenti e al Comitato Internazionale della Croce Rossa per il tramite del depositario prima dell'adozione del presente Protocollo.L'incorporazione dovrà essere realizzata conformemente all'illustrazione presentata nell'allegato al presente Protocollo.
2. Una Società nazionale che scelga di incorporare all'interno dell'emblema del terzo Protocollo un altro emblema, conformemente al paragrafo 1 del presente articolo potrà, conformemente alla legislazione nazionale, utilizzare la denominazione di detto emblema ed esporlo sul proprio territorio nazionale.
3. Le Società nazionali potranno, conformemente alle rispettive legislazioni nazionali, in circostanze eccezionali e per facilitare il proprio lavoro, utilizzare a titolo temporaneo l'emblema distintivo di cui all'articolo 2 del presente Protocollo.
4. Il presente articolo non pregiudica lo status giuridico degli emblemi distintivi riconosciuti dalle Convenzioni di Ginevra e dal presente Protocollo: inoltre, esso non pregiudica lo status giuridico di ogni altro emblema specifico quando quest'ultimo sia incorporato a titolo indicativo conformemente al paragrafo 1 del presente articolo.

Articolo 4 - Comitato Internazionale della Croce Rossa e Federazione Internazionale delle Società della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa

Il Comitato Internazionale della Croce Rossa e la Federazione Internazionale delle Società della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa, nonché il loro personale debitamente autorizzato, potranno,

in circostanze eccezionali e al fine di facilitare il loro lavoro, utilizzare l'emblema distintivo di cui all'articolo 2 del presente Protocollo.

Articolo 5 – Missioni svolte sotto l'egida delle Nazioni Unite

Il personale medico e religioso che partecipa ad operazioni poste sotto l'egida delle Nazioni Unite potrà, con il consenso degli Stati partecipanti, utilizzare uno degli emblemi distintivi di cui agli articoli 1 e 2.

Articolo 6 – Prevenzione e repressione degli abusi

1. Le disposizioni delle Convenzioni di Ginevra e, nella fattispecie, dei Protocolli aggiuntivi del 1977 in materia di prevenzione e repressione dell'uso abusivo degli emblemi distintivi si applicheranno allo stesso modo all'emblema del terzo Protocollo. In particolare, le Alte Parti Contraenti adotteranno le misure necessarie a prevenire e reprimere, in qualunque momento, qualunque abuso degli emblemi distintivi di cui agli articoli 1 e 2 e della loro denominazione, ivi compreso l'uso distorto e l'utilizzo di qualunque simbolo o denominazione che ne costituiscano un'imitazione.
2. Fatto salvo il paragrafo 1 del presente articolo, le Alte Parti contraenti potranno autorizzare coloro che hanno già fatto uso in precedenza dell'emblema del terzo Protocollo, o di qualunque simbolo che ne rappresenti un'imitazione, a continuare tale uso, a condizione che esso non possa, in periodi di conflitto armato, sembrare inteso a garantire la protezione ai sensi delle Convenzioni di Ginevra e, se del caso, dei Protocolli aggiuntivi del 1977, e a condizione che i diritti che autorizzano all'uso siano stati acquisiti prima dell'adozione del presente Protocollo.

Articolo 7 – Diffusione

Le Alte Parti contraenti si impegnano, in tempo di pace così come in tempo di conflitto armato, a dare la massima diffusione al presente Protocollo nei rispettivi paesi e, in particolare, a integrarne lo studio nei programmi di addestramento militare e incoraggiarne lo studio da parte della popolazione civile, in modo che tale strumento possa essere conosciuto dalle forze armate e dalla popolazione civile.

Articolo 8 – Firma

Il presente Protocollo sarà aperto alla firma delle Parti alle Convenzioni di Ginevra lo stesso giorno dell'adozione e rimarrà aperto per un periodo di dodici mesi.

Articolo 9 – Ratifica

Il Presente Protocollo sarà ratificato non appena possibile. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Consiglio federale svizzero, depositario delle Convenzioni di Ginevra e dei Protocolli aggiuntivi del 1977.

Articolo 10 – Adesione

Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione di ciascuna Parte alle Convenzioni di Ginevra non firmataria del presente Protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

Articolo 11 – Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito di due strumenti di ratifica o di adesione.
2. Per ciascuna delle Parti alle Convenzioni di Ginevra che lo ratificherà o vi aderirà successivamente, il presente Protocollo entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito dello strumento di ratifica o di adesione di tale Parte.

Articolo 12 - Rapporti convenzionali a partire dall'entrata in vigore del presente Protocollo

1. Quando le Parti alle Convenzioni di Ginevra sono anche Parti al presente Protocollo, le Convenzioni si applicano tenuto conto dell'integrazione del presente Protocollo.
2. Se una delle parti del conflitto non è vincolata dal presente Protocollo, le Parti al presente Protocollo rimarranno comunque soggette a quest'ultimo nei loro rapporti reciproci. Esse saranno inoltre vincolate dal presente Protocollo nei confronti della suddetta parte, se quest'ultima ne accetta e ne applica le disposizioni.

Articolo 13 - Modifiche

1. Qualunque Alta Parte contraente potrà proporre emendamenti al presente Protocollo. Il testo dell'emendamento proposto sarà comunicato al depositario che, dopo aver consultato tutte le Alte Parti Contraenti, il Comitato Internazionale della Croce Rossa e la Federazione Internazionale delle Società della Croce Rossa e della Mezzaluna Rossa, deciderà se sia opportuno convocare una conferenza per esaminare la o le modifiche proposte.
2. Il depositario inviterà alla conferenza le Alte Parti contraenti nonché le Parti alle Convenzioni di Ginevra firmatarie o meno del presente Protocollo.

Articolo 14 - Denuncia

1. Qualora una delle Alte Parti contraenti denunci il presente Protocollo, la denuncia avrà effetto solo dopo un anno dalla data di ricevimento dello strumento di denuncia. Se tuttavia, alla scadenza del termine suindicato, la Parte denunciante si trovasse in una situazione di conflitto armato o di occupazione, l'effetto della denuncia sarebbe sospeso fino alla cessazione del conflitto armato o dell'occupazione.
2. La denuncia sarà notificata per iscritto al depositario, che ne informerà tutte le Alte Parti contraenti.
3. La denuncia avrà effetto solo nei confronti della Parte denunciante.
4. Nessuna denuncia notificata ai sensi del paragrafo 1 avrà conseguenze sugli obblighi precedentemente assunti, a causa del conflitto armato o dell'occupazione, ai sensi del presente Protocollo dalla Parte denunciante rispetto a qualunque atto commesso prima che la suddetta denuncia prendesse effetto.

Articolo 15 - Notifiche

Il depositario informerà le Alte Parti contraenti, nonché le parti alle Convenzioni di Ginevra, che siano o meno firmatarie del presente Protocollo:

- a) delle firme apposte al presente Protocollo e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati conformemente agli articoli 8, 9 e 10;
- b) della data alla quale il presente Protocollo entrerà in vigore conformemente all'articolo 11, entro 10 giorni dall'entrata in vigore;
- c) delle comunicazioni ricevute conformemente all'articolo 13;
- d) delle denunce notificate conformemente all'articolo 14.

Articolo 16 - Registrazione

1. Successivamente all'entrata in vigore, il presente Protocollo sarà trasmesso dal depositario al Segretariato delle Nazioni Unite ai fini della registrazione e pubblicazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.
2. Il depositario informerà altresì il Segretariato delle Nazioni Unite di tutte le ratifiche, adesioni e denunce che dovesse ricevere relativamente al presente Protocollo.

Articolo 17 - Testi autentici

L'esemplare originale del presente Protocollo, i cui testi in lingua inglese, araba, cinese, spagnola, francese e russa sono tutti egualmente autentici, sarà depositato presso il depositario, che ne trasmetterà copia autenticata a tutte le Parti alle Convenzioni di Ginevra.

ALLEGATO

EMBLEMA DEL TERZO PROTOCOLLO

(Articolo 2, paragrafo 2, e articolo 3, paragrafo 1, del Protocollo)

Articolo primo - Emblema distintivo



Articolo 2 - Uso indicativo dell'emblema del terzo Protocollo



Incorporazione ai sensi dell'articolo 3

